

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 août 2024

78th Indian Independence Day.

Later, the Indian and French governments ratified the 'Treaty of Cessation' and initiated the de-jure transfer of the territory to India, on August 16, 1962. As a result, Puducherry also celebrates independence a day after India celebrates independence.

A bas l'impérialisme français, à bas l'Etat colonial !

Abrogation de la Constitution antidémocratique de la Ve République ! A bas la dictature des capitalistes, vive la dictature du prolétariat ! Vive le socialisme !

L'heure est au combat à mort pour en finir avec le capitalisme, sinon à quoi bon pleurnicher sur le sort de tous les peuples qui en sont les victimes.

Pour se débarrasser du capitalisme, il faut adopter un mode de penser scientifique, car c'est lui qui nous permettra d'accéder à la connaissance de l'histoire, de concevoir ou atteindre le niveau supérieur du processus historique que l'humanité doit dorénavant franchir sous peine de se putréfier et disparaître, le socialisme.

Tant qu'on n'aura pas appris à penser le monde tel qu'il est réellement ou il se présente à nous, et non tel qu'on le perçoit de manière déformée ou on voudrait qu'il soit, on ne progressera jamais vers le socialisme.

La question n'est plus de savoir dans quel monde nous vivons, car nous avons tous les moyens d'accéder à cette connaissance sans faire le moindre effort ou sans que cela nous coûte des sacrifices, sans avoir besoin de se déplacer ou de dépenser une fortune en voyages, il suffit de se connecter à Internet, puis de lire, écouter, regarder.

Personne parmi les classes privilégiées ne pourra dire qu'il ne savait pas ce qui se passait sous ses yeux ou n'importe où dans le monde, particulièrement dans les pays occidentaux dont la France.

Comment se fait-il, qu'on rencontre très rarement, pour ne pas dire jamais, des personnes capables de tenir un discours logique, rationnel, cohérent en n'importe quelle circonstance, quel que soit le sujet ou la question abordée, jusqu'au bout ? Elles sont visiblement victimes d'une défaillance cognitive, mais laquelle ou lesquelles, à quel niveau se situent-elles ? Cela vient d'elles ou sans recourir à une intervention extérieure, je veux dire par là, que je ne confonds pas avec des désaccords qu'on pourrait avoir avec des gens, et qu'on mettrait à leur compte parce qu'on tiendrait

absolument à avoir raison, non, ce sont des trucs aberrants souvent rudimentaires qui sortent uniquement d'eux-mêmes, qu'ils ont intégrés ou dans lesquels ils croient, auxquels elles tiennent.

L'épisode covid-19 en fut une illustration magistrale à grande échelle qui en surprit plus d'un, sans pour autant comprendre sa signification ou quelle en était l'origine. Comment pouvait-on être instruit ou avoir fait des études supérieures, et en arriver à croire de si grotesques stupidités, cela défiait l'entendement. Aucune des explications fournies ne fut satisfaisante, pourtant il en existait bien au moins une, à savoir que leur mode de penser était défectueux ou il ne permettait pas d'interpréter fidèlement la réalité, parce qu'ils n'étaient pas capables de l'observer telle qu'elle était, chez eux, le rapport de la pensée à l'être ou au monde extérieur était inversé, se privant ainsi des instruments de la logique qui leur auraient permis de comprendre immédiatement, qu'ils étaient en présence d'une mystification de nature politique.

Ce qui s'est produit lors de cet épisode, on en fait l'expérience quotidiennement en lisant des articles et des commentaires de lecteurs dans des blogs, en discutant avec des gens, c'est confondant parce que c'est systématique.

Allons plus loin, cela déteint sur leur comportement, en plus d'afficher des idées stupides, ils le revendiquent, ils en sont fiers, ils sont même prétentieux ou hautains, ils méprisent ceux qui ne pensent pas comme eux. De plus, ils manquent singulièrement de modestie et de simplicité, ce qui caractérise les idiots en général qui s'écoutent parler, à commencer par les professeurs et autres chercheurs qui prennent les choses de très haut, là où le commun des mortels ne peut pas accéder, mais qui en réalité ne pètent ou ne pensent pas plus loin que le bout de leur nez.

Le choix d'une étude multidisciplinaire pour aborder une question met le chercheur sur la voie du matérialisme dialectique, donc sur la bonne voie, mais avant qu'il observe son comportement et ses idées et en tire des enseignements, il peut passer à côté ou s'écouler toute une vie sans en changer, ils ne seront jamais parvenus au bout de l'histoire qu'ils ignoreront à jamais. C'est dommage d'avoir commencé à s'élever pour finalement stagner à un niveau relativement médiocre le restant de ses jours, les universitaires en sont là.

Ce qui nous intéresse, c'est le fond des choses et non les apparences, les causes, les origines, les trucs du genre, hypocrisie, lâcheté, hyper individualisme, égocentrisme, etc. ce sont des effets secondaires. Contrairement aux despotes, on ne souhaite pas changer les idées ou le comportement des gens, on leur propose un mode de penser différent pour qu'éventuellement ils les modifient eux-mêmes en harmonie avec leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques, pour qu'ils prennent en mains leur destin, on se fout du reste, de leurs goûts ou tendances sexuelles qui ne regardent qu'eux, car c'est l'unique moyen pour changer la société.

Le pays de la dictature sanitaire, climatique, énergétique, numérique, pronazi sioniste et ukrainien : Un enchantement !

JO de Paris 2024 : que va-t-il rester de la ferveur populaire de ces deux semaines "enchantées" ?

La France est devenue aussi décomposée que la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, son modèle. Rien d'étonnant à cela.

10% de millionnaires sont acquis au régime, quand on ajoute leur moitié et rejets, on arrive facilement à 15%, ensuite, parmi les 25% de vieillards, les 2/3 sont acquis au régime, gage de stabilité, ainsi Macron dispose d'un solide socle social de 25 à 30% de la population, il lui manque plus que 20 ou 25% pour atteindre la majorité, en réalité beaucoup moins du fait de l'abstention, la moitié devrait suffire, et partant du constat que près des trois quarts de la population dispose de revenus ou d'un mode de vie relativement confortable, il suffira de mettre en branle la machine médiatique infernale et les réseaux sociaux pour convaincre sans peine quelques millions, qu'avec Macron ils vivent dans un pays « *enchanté* ».

A bas l'impérialisme anglo-saxon et l'occupation sioniste de la Palestine !

- Dans un communiqué commun le 12 août, les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et la France ont exprimé leur soutien «*à la défense d'Israël contre l'agression iranienne et contre les attaques des groupes terroristes soutenus par l'Iran*», tout en appelant Téhéran «*à cesser ses menaces constantes d'attaque militaire contre Israël*». RT 13 août 2024

- Environ 68% des Allemands ont rejeté un soutien militaire à Israël, si la guerre s'étendait au Liban ou à l'Iran, selon un sondage d'opinion publié samedi par la chaîne de télévision publique ARD, Anadolu rapporte.

- Guerre Israël-Hamas : Tollé international après la provocation d'un ministre juif sur l'Esplanade des Mosquées - 20 Minutes avec AFP 14 août 2024

Avec le capitalisme, vive la guerre ! Stop ou encore ?

Manœuvres de fin du monde? - Mondialisation.ca, 08 août 2024

Le Pentagone est en train de mettre en place un plan pluriannuel de 2 000 milliards de dollars pour construire une nouvelle génération de missiles, de bombardiers et de sous-marins à armement nucléaire. Une grande partie de ce financement ira aux principaux entrepreneurs d'armes nucléaires tels que Bechtel, General Dynamics, Honeywell, Lockheed Martin et Northrop Grumman. Et ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'argent continue de couler à flots.

https://www.mondialisation.ca/manoeuvres-de-fin-du-monde/5691244?doing_wp_cron=1723689504.0234489440917968750000

Washington rompt l'embargo sur les armes imposé à l'Arabie saoudite en lui livrant pour 750 millions de dollars de bombes - Mondialisation.ca 14 août 2024

Selon le Wall Street Journal (WSJ), les États-Unis vont livrer pour 750 millions de dollars de bombes à l'Arabie saoudite, levant ainsi un embargo imposé depuis 2022.

Selon le WSJ, la livraison de munitions comprendra 3 000 bombes de petit diamètre et 7 500 bombes Paveway IV. Le rapport indique également que Washington cherche à renforcer ses liens

avec l'Arabie saoudite afin de rétablir son influence en Asie occidentale. Mondialisation.ca 14 août 2024

Les États-Unis approuvent la vente de 20 milliards de dollars d'armement à Israël - BFMTV 14 août 2024

En famille. Ils tiennent le même discours et ils appliqueront le même programme.

Gabriel Attal propose aux groupes de l'Assemblée nationale de "bâtir des compromis législatifs", en excluant LFI, le RN et ses alliés - francetvinfo.fr 13 août 2024

Gabriel Attal, le Premier ministre démissionnaire et président du groupe Ensemble pour la République a adressé un courrier lundi 12 août, à André Chassaigne, Cyrielle Chatelain, Stéphane Lenormand, Boris Vallaud et Laurent Wauquiez, tous chefs de groupe à l'Assemblée, omettant de le transmettre aux membres du RN et de LFI.

Dans ce courrier adressé *"aux forces politiques allant de la gauche républicaine à la droite républicaine"*, il dresse un *"Pacte d'Action pour les Français"*, pour permettre aux membres de l'Assemblée nationale de se *"hisser à la hauteur du moment, et bâtir des compromis législatifs tournés vers l'intérêt des Français"*.

Les députés du groupe Ensemble pour la République ont donc identifié six chantiers prioritaires : *"le rétablissement des comptes publics et le renforcement de la souveraineté économique"*, *"la défense de nos valeurs, de notre laïcité et le renouveau de nos institutions"*, *"la qualité de vie des Français : leur pouvoir d'achat, leur logement et leur travail"*, *"l'environnement"*, *"la sécurité"* et *"les services publics, au premier rang desquels l'éducation et la santé."*

Gabriel Attal *"se tient donc à disposition"* pour une collaboration avec les Écologistes, le PCF, LR, le PS, Horizons et le MoDem sans *"effacer nos différences et nos désaccords"*, mais en les *"dépassant"* et en les *"surmontant"*.

J-C – Plus la réaction se radicalise, plus les opportunistes penchent à droite, il y a fort à parier qu'ils vont chercher à s'entendre avec Macron, à moins sinon qu'il tente un nouveau coup de force, fort de la séquence despotique de 2020-2022, pourquoi pas.

Pour qui gouvernerait-elle ? Lucie Castets s'engage à appliquer un programme compatible avec celui de la réaction.

- Lucie Castets plaide pour une *« évolution des pratiques parlementaires et des relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif »*. Au Parlement, cela passe par l'élaboration des textes *« en amont avec les rapporteurs et chefs de file pressentis des commissions »* avant toute transmission au Conseil d'État ou par une meilleure répartition des *« responsabilités »* lors des débats.

« Nous nous portons garant de ce changement de pratiques », assurent Lucie Castets et les sept chefs des groupes parlementaires de gauche cosignataires, qui promettent des *« discussions*

approfondies avec les groupes parlementaires républicains » - formulation qui exclut le Rassemblement national - « *dès la nomination* » d'un gouvernement NFP.

« *Ce courrier est signé par la présidente du groupe La France insoumise à l'Assemblée, Mathilde Panot* », rappelle-t-elle.

Lucie Castets semble réduire un peu la voilure sur l'augmentation du Smic (elle ne parle pas des 1 600 euros dans sa lettre) ou le retour de l'impôt sur la fortune (absent du courrier).

L'objectif du courrier est de « *partager un cadre de travail et d'information* », précise son entourage au HuffPost. Le HuffPost 12 août 2024

- La candidate du Nouveau Front populaire (NFP) à Matignon, Lucie Castets, évoque mardi 13 août dans une interview au *Parisien* la nécessité pour l'alliance de gauche de chercher des "accords", faute de majorité absolue à l'Assemblée nationale pour appliquer son programme.

(Mettre le Smic à 1.600 euros.) "*Cela reste des horizons*", explique Lucie Castets au *Parisien*, en évoquant également le retour de l'ISF. AFP/BFMTV 14 août 2024

Lucie Castets s'adresse en particulier aux députés de la majorité sortante, Renaissance. « *On a quand même un président qui envisageait avant l'élection de donner le pouvoir à Jordan Bardella en cas de majorité relative, et qui le refuse aujourd'hui à la gauche. Je trouve ça extrêmement préoccupant. Et je pense que ça ne convient pas non plus à tous chez Renaissance* », estime-t-elle. « *On a de bons premiers retours* », clame-t-elle au sujet de son courrier. lepoint.fr 14 août 2024

Santé.

Vaccination : le tueur silencieux», en 1977 (en anglais).

<https://ia802301.us.archive.org/14/items/vaccination-a-clear-and-present-danger/Vaccination%20a%20clear%20and%20present%20danger.pdf>

«L'aiguille empoisonnée», en 1957. Dr Eleana Mac Bean. (en anglais).

https://ia803205.us.archive.org/3/items/the_poisoned_needle_mcbean/The%20Poisoned%20Needle%20-%20McBean.pdf

Dans son livre écrit en 1957, «*The poisoned Needle, Suppressed facts about vaccination*», le Dr Eleana McBean, médecin, a été le témoin oculaire de l'épidémie de 1918. Elle écrit «*Seuls les vaccinés ont périés*».

La grippe espagnole de 1918

On estime qu'elle a tué entre 50 et 100 millions de personnes dans le monde. «*Cette pandémie catastrophique a été entourée d'un faux récit pendant plus d'un siècle*».

Un examen des faits révèle une pléthore de similitudes entre ce faux récit de pandémie de 1918 et celle du coronavirus de 2020 !

«*La pandémie de 1918 n'a pas émané d'Espagne ! Ce n'était pas une grippe. Elle n'a pas été causée par un virus. En l'identifiant à tort comme une grippe venant d'Espagne, on a contribué à en dissimuler la véritable nature et l'origine*».

En 1918, alors que les USA entraient dans la première guerre mondiale, les effectifs militaires ont été portés à 6 millions d'hommes dont 2 millions ont été envoyés sur les champs de bataille en Europe. Les scientifiques de l'institut Rockefeller ont saisi l'occasion de «tester» un vaccin expérimental sur ce nouveau groupe de cobayes humains désormais disponibles. Peu de gens réalisent que la maladie a tué bien plus de soldats de tous les camps que les mitrailleuses et le gaz moutarde ou tout autre élément associé à la première guerre mondiale.

En janvier 1918, un vaccin expérimental contre «la méningite», fabriqué à partir de chevaux, a été testé sur des soldats. C'est Frédérick. T. Gates (1853-1929), (aussi théologien !) président du conseil d'administration de l'institut Rockefeller et administrateur de la fondation Rockefeller qui a lancé l'expérience au Kansas en janvier 1918.

Dans le rapport qu'il a publié en 1918, il note que le vaccin a été administré en 3 doses aléatoires, ce qui n'est pas exact.

4792 hommes ont reçu la première dose.

4257 hommes ont reçu la seconde dose

3702 hommes ont reçu les trois doses.

Le Dr Gates ne dit pas ce qui est arrivé aux 1090 hommes qui ne se sont pas présentés à la troisième dose. Gates écrit que peu de temps après avoir été injectés, les soldats présentaient certains des symptômes semblables à ceux de la grippe, notamment de la toux, des vomissements et de la diarrhée. Ses réactions simulaient selon lui le début d'une «*méningite épidémique*» mais le Dr Gates a balayé cela d'un revers de main et a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une véritable méningite.

On peut se demander sur quelle science il s'est appuyé.

Des épidémies de grippe ont été enregistrées dans 14 des plus grands camps d'entraînement des forces armées. Les troupes récupérées ont porté et transmis l'infection à des soldats sains sur les champs de bataille d'Europe. Un rapport de 2008 a étudié les taux de mortalité et d'invalidité dans le monde entier pendant la pandémie. Ils ont décrit comment «*les bactéries*» se propageaient rapidement des personnes infectées à d'autres en particulier dans des environnements surpeuplés, tels que les services hospitaliers, les casernes des camps militaires, les navires de transport de troupes.

Quelques 9000 personnes dans le monde ont été autopsiées pour conclure que «*la grippe de 1918 n'était pas une grippe*». D'après les cultures longues des autopsies, la «*bactérie pneumonia*» a tué au moins 92,7% d'entre eux.

Lorsque la première guerre mondiale s'est terminée le 11 novembre 1918, les soldats sont rentrés chez eux, propageant la «*pneumonia bactérienne meurtrière*» dans le monde entier.

L'un des témoins oculaires les plus importants était le Dr Eleana Mac Bean. Elle fut témoin du carnage humain à l'âge de 13 ans. Elle et sa famille afro-américaine ne se sont pas fait vacciner. Ils

sont restés en bonne santé tout le long de la pandémie. Elle est devenue médecin et a écrit plusieurs livres dont :

«*L'aiguille empoisonnée*», en 1957.

«*Vaccination : le tueur silencieux*», en 1977.

«*Exposé sur la grippe porcine*», en 1977.

Elle a fourni des descriptions très vivantes et je vais en lire un extrait :

«*Lorsque la grippe était à son apogée, tous les magasins étaient fermés ainsi que les écoles, les entreprises, l'hôpital, car les médecins et les infirmiers avaient été vaccinés et étaient atteints de «la grippe...».* Il n'y avait personne dans la rue. C'était comme une ville fantôme. Il semblait que la seule famille qui n'avait pas attrapé cette «grippe...» était ma famille. Mes parents sont donc allés de maison en maison faisant ce qu'ils pouvaient pour soigner les malades car il était impossible de trouver un médecin.

S'il était possible que les germes des bactéries et des virus ou des bacilles provoquaient des maladies, ils avaient tout loisir d'attaquer mes parents alors qu'ils passaient tant d'heures par jour dans les chambres des malades ! Mais ils n'ont pas eu la grippe. Ils n'ont pas ramené le germe à la maison pour nous contaminer, nous leurs enfants. Aucun membre de notre famille n'a eu la grippe... ni un rhume. C'était en hiver avec de la neige épaisse au sol».

Un document a identifié le vaccin expérimental contre la «*méningite bactérienne*» comme principal coupable. Il y est écrit que «*seuls ceux qui ont été vaccinés ont péri*».

La Palestine deviendra le ghetto du monde.

Mémoire de Edwin Montagu sur l'antisémitisme du gouvernement (britannique) actuel – Soumis au cabinet britannique, août 1917

J'ai choisi le titre ci-dessus pour ce mémorandum, non pas dans un sens hostile, non pas du tout pour me quereller avec un point de vue antisémite qui pourrait être défendu par mes collègues, non pas avec le désir de nier que l'antisémitisme puisse être défendu par des hommes rationnels, non pas même dans le but de suggérer que le gouvernement est délibérément antisémite ; mais je souhaite faire état de mon opinion selon laquelle la politique du gouvernement de Sa Majesté est antisémite et, par conséquent, constituera un terrain de ralliement pour les antisémites dans tous les pays du monde.

Ce point de vue est motivé par la réception hier d'une correspondance entre Lord Rothschild et M. Balfour.

La lettre de Lord Rothschild est datée du 18 juillet et la réponse de M. Balfour doit être datée d'août 1917. Je crains que ma protestation n'arrive trop tard, et il se peut que le gouvernement ait été pratiquement engagé lorsque Lord Rothschild a écrit et avant que je ne devienne membre du gouvernement, car il y a manifestement eu une correspondance ou une conversation avant cette lettre. Mais j'estime qu'en tant que seul ministre juif du gouvernement, mes collègues pourraient

me donner l'occasion d'exprimer des opinions qui me sont peut-être propres, mais auxquelles je tiens beaucoup et que je dois demander la permission d'exprimer lorsque l'occasion s'en présentera.

Je crois fermement que cette guerre a porté un coup fatal à l'internationalisme et qu'elle a été l'occasion d'un renouveau du sens de la nationalité, qui se relâchait, car non seulement la plupart des hommes d'État de la plupart des pays ont tacitement convenu que la redistribution des territoires résultant de la guerre devait se faire plus ou moins sur des bases nationales, mais nous avons appris à nous rendre compte que notre pays défend des principes, des objectifs, une civilisation qu'aucun autre pays ne défend au même degré, et qu'à l'avenir, quel qu'ait pu être le cas dans le passé, que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre, nous devons vivre et nous battre pour ces objectifs et ces aspirations, organiser nos vies et nos capacités industrielles de manière à être prêts à tout moment à relever le défi. Pour prendre un exemple, la science de l'économie politique, qui dans sa pureté ne connaît pas le nationalisme, sera dorénavant tempérée et considérée à la lumière de ce besoin national de défense et de sécurité.

C'est dans cette atmosphère que le gouvernement propose d'approuver la formation d'une nouvelle nation avec un nouveau foyer en Palestine. Cette nation sera vraisemblablement formée de Russes juifs, d'Anglais juifs, de Roumains juifs, de Bulgares juifs et de citoyens juifs de toutes les nations – survivants ou parents de ceux qui ont combattu ou donné leur vie pour les différents pays que j'ai mentionnés, à un moment où les trois années qu'ils ont vécues ont uni leur vision et leur pensée plus étroitement que jamais avec les pays dont ils sont citoyens.

Le sionisme m'a toujours semblé être un credo politique malicieux, insoutenable pour tout citoyen patriote du Royaume-Uni. Si un Anglais juif pose ses yeux sur le Mont des Oliviers et aspire au jour où il secouera la terre britannique de ses chaussures et retournera à ses activités agricoles en Palestine, il m'a toujours semblé reconnaître des objectifs incompatibles avec la citoyenneté britannique et admettre qu'il n'est pas apte à participer à la vie publique en Grande-Bretagne, ni à être traité comme un Anglais. J'ai toujours compris que ceux qui se sont laissés aller à ce credo étaient en grande partie animés par les restrictions et le refus de liberté imposés aux juifs en Russie. Mais au moment même où ces juifs ont été reconnus comme des Russes juifs et ont bénéficié de toutes les libertés, il semble inconcevable que le sionisme soit officiellement reconnu par le gouvernement britannique et que M. Balfour soit autorisé à dire que la Palestine doit être reconstituée comme le «*foyer national du peuple juif*». Je ne sais pas ce que cela implique, mais je suppose que cela signifie que les mahométans et les chrétiens doivent laisser la place aux juifs, que les juifs doivent être placés dans toutes les positions de préférence et doivent être associés de manière particulière à la Palestine, de la même manière que l'Angleterre l'est avec les Anglais ou la France avec les Français, que les Turcs et autres mahométans en Palestine seront considérés comme des étrangers, de la même manière que les juifs seront dorénavant traités comme des étrangers dans tous les pays, sauf la Palestine. Peut-être aussi que la citoyenneté ne sera accordée qu'à l'issue d'un test religieux.

Je pose avec insistance quatre principes :

1. J'affirme qu'il n'existe pas de nation juive. Les membres de ma famille, par exemple, qui vivent dans ce pays depuis des générations, n'ont aucune sorte de communauté de vue ou de désir avec une famille juive d'un autre pays, si ce n'est qu'ils professent plus ou moins la même religion. Il n'est pas plus vrai de dire qu'un Anglais juif et un Maure juif sont de la même nation que de dire qu'un Anglais chrétien et un Français chrétien sont de la même nation : de la même race, peut-être, à travers les siècles – à travers les siècles de l'histoire d'une race particulièrement adaptable. Le Premier ministre et M. Briand sont, je suppose, apparentés à travers les âges, l'un en tant que Gallois et l'autre en tant que Breton, mais ils n'appartiennent certainement pas à la même nation.

2. Lorsqu'on dira aux juifs que la Palestine est leur foyer national, chaque pays voudra immédiatement se débarrasser de ses citoyens juifs, et vous trouverez en Palestine une population qui chassera ses habitants actuels, qui prendra tout ce qu'il y a de mieux dans le pays, qui viendra de tous les coins du globe, qui parlera toutes les langues de la terre et qui sera incapable de communiquer entre elle autrement que par l'intermédiaire d'un interprète. J'ai toujours compris que c'était la conséquence de la construction de la Tour de Babel, si tant est qu'elle ait jamais été construite, et je ne suis certainement pas en désaccord avec l'opinion communément admise, comme je l'ai toujours compris, par les juifs avant que le sionisme ne soit inventé, selon laquelle le retour des juifs pour former une nation dans le pays d'où ils ont été dispersés nécessiterait une direction divine. Je prétends que la vie que les juifs britanniques ont menée, les objectifs qu'ils se sont fixés, le rôle qu'ils ont joué dans notre vie publique et nos institutions publiques, leur donnent le droit d'être considérés, non pas comme des juifs britanniques, mais comme des Britanniques juifs. Je serais prêt à priver tous les sionistes de leur droit de vote. Je serais presque tenté de proscrire l'organisation sioniste comme illégale et contraire à l'intérêt national. Mais je demanderais à un gouvernement britannique suffisamment de tolérance pour refuser une conclusion qui fait de tous leurs concitoyens juifs des étrangers par implication, si ce n'est immédiatement par la loi.

3. Je nie que la Palestine soit aujourd'hui associée aux juifs ou qu'elle puisse être considérée comme un endroit où ils pourraient vivre. Les dix commandements ont été remis aux juifs sur le Sinaï. Il est tout à fait vrai que la Palestine joue un rôle important dans l'histoire juive, mais il en va de même dans l'histoire mahométane moderne et, après l'époque des juifs, elle joue certainement un rôle plus important que n'importe quel autre pays dans l'histoire chrétienne. Le Temple était peut-être en Palestine, mais le Sermon sur la Montagne et la Crucifixion l'étaient aussi. Je ne refuserais pas aux juifs de Palestine l'égalité des droits à la colonisation avec ceux qui professent d'autres religions, mais un test religieux de citoyenneté me semble être le seul admis par ceux qui adoptent une vision bigote et étroite d'une époque particulière de l'histoire de la Palestine, et revendiquent pour les juifs une position à laquelle ils n'ont pas droit. Si ma mémoire est bonne, il y a trois fois plus de juifs dans le monde que ce qui pourrait être admis en Palestine si l'on en chassait toute la population qui y reste actuellement. Si je me souviens bien, il y a trois fois plus de juifs dans le monde qu'il ne serait possible d'en faire entrer en Palestine si l'on en chassait toute la population qui s'y trouve aujourd'hui.

4. Je comprends aisément que les rédacteurs du Morning Post et du New Witness soient des sionistes, et je ne suis pas du tout surpris que les non-juifs d'Angleterre accueillent favorablement cette politique. J'ai toujours reconnu l'impopularité, bien plus grande que certains ne le pensent, de ma communauté. Nous avons obtenu une part bien plus importante des biens et des opportunités de ce pays que ce à quoi nous avons numériquement droit. Dans l'ensemble, nous atteignons la maturité plus tôt et, par conséquent, nous sommes en concurrence déloyale avec les personnes de notre âge. Beaucoup d'entre nous ont été exclusifs dans leurs amitiés et intolérants dans leur attitude, et je peux facilement comprendre que beaucoup de non-juifs en Angleterre veuillent se débarrasser de nous. Mais de même qu'il n'y a pas de communauté de pensée et de mode de vie parmi les Anglais chrétiens, il n'y en a pas non plus parmi les Anglais juifs. De plus en plus, nous sommes éduqués dans les écoles publiques et les universités, et nous prenons part à la politique, à l'armée et à la fonction publique de notre pays. Et je suis heureux de penser que les préjugés contre les mariages mixtes sont en train de disparaître. Mais lorsque le juif a un foyer national, il s'ensuit que l'élan visant à nous priver des droits de la citoyenneté britannique doit être considérablement accru. La Palestine deviendra le ghetto du monde. Pourquoi le Russe devrait-il accorder au juif des droits égaux ? Son foyer national est la Palestine. Pourquoi Lord Rothschild attache-t-il tant d'importance à la différence entre juifs britanniques et juifs étrangers ? Tous les juifs seront des juifs étrangers, habitants du grand pays de Palestine... Je ne sais pas comment sera choisi l'heureux

tiers, mais le juif aura le choix, quel que soit le pays auquel il appartient, quel que soit le pays qu'il aime, quel que soit le pays dont il se considère comme partie intégrante, entre aller vivre avec des gens qui lui sont étrangers, mais auxquels ses compatriotes chrétiens lui ont dit qu'il devait appartenir, et rester comme un hôte indésirable dans le pays auquel il croyait appartenir.

Je ne suis pas surpris que le gouvernement prenne cette mesure après la formation d'un régiment juif, et j'attends de savoir si mon frère, qui a été blessé dans la division navale, ou mon neveu, qui fait partie des Grenadier Guards, sera contraint par l'opinion publique ou par les règlements de l'armée de devenir officier dans un régiment qui sera principalement composé de personnes qui ne comprendront pas la seule langue qu'il parle – l'anglais. Je comprends très bien que lorsqu'il a été décidé, à juste titre, d'obliger les juifs étrangers de ce pays à servir dans l'armée, il a été difficile de les placer dans des régiments britanniques en raison des difficultés linguistiques, mais c'était parce qu'ils étaient étrangers, et non parce qu'ils étaient juifs, et une Légion étrangère me semble avoir été la bonne chose à faire. Une Légion juive rend plus difficile la position des juifs dans les autres régiments et impose une nationalité à des gens qui n'ont rien en commun.

J'ai le sentiment que l'on demande au gouvernement d'être l'instrument de la réalisation des souhaits d'une organisation sioniste largement dirigée, d'après mes informations, en tout cas dans le passé, par des hommes d'origine ou de naissance ennemie, et qui, par ce moyen, ont porté un coup sévère aux libertés, à la position et aux possibilités de service de leurs compatriotes juifs.

Je dirais à Lord Rothschild que le gouvernement est prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir pour les juifs de Palestine une liberté totale d'installation et de vie sur un pied d'égalité avec les habitants de ce pays qui professent d'autres croyances religieuses. Je demande au gouvernement de ne pas aller plus loin.

E.S.M. 23 août 1917

Source : Grande-Bretagne, Public Record Office, Cab. 24/24, 23 août 1917. Lord Edwin Samuel Montagu (1879-1924), homme d'État anglo-juif, a été ministre britannique des munitions en 1916 et secrétaire d'État aux Indes en 1917-1922.

Bangladesh.

L'ex-Première ministre du Bangladesh accuse Washington d'avoir orchestré sa démission - fr.sputniknews.africa11 août 2024

Dans une lettre citée par *l'Economic Times*, l'ex- Première ministre du Bangladesh Sheikh Hasina affirme que Washington est impliqué dans sa mise en retrait, car elle a refusé de céder l'île de Saint-Martin.

Sheikh Hasina, qui a démissionné du poste de Premier ministre et quitté le Bangladesh le 5 août, estime que les États-Unis sont impliqués dans sa démission, relate *l'Economic Times* citant une lettre de la responsable.

«J'aurais pu rester au pouvoir si j'avais renoncé à la souveraineté de l'île de Saint-Martin et permis à l'Amérique de contrôler le golfe du Bengale», explique Sheikh Hasina dans cette lettre.

Les États-Unis auraient l'intention de construire une base militaire sur l'île Saint-Martin, la seule île de corail et l'un des plus célèbres sites touristiques du Bangladesh. Cela présenterait un avantage stratégique considérable, donnant automatiquement une présence à proximité du détroit de Malacca, que la Chine utilise principalement pour ses transports, rapporte le Firstpost. fr.sputniknews.africa
11 août 2024

Ce qui se cache derrière le changement de régime au Bangladesh - reseauinternational.net 13 août 2024

C'est le média financé par le gouvernement américain, Voice of America, qui a admis dans un article de 2023 le rôle joué par l'ambassadeur des États-Unis au Bangladesh lui-même dans le soutien à l'opposition dans ce pays d'Asie du Sud.

L'article admettait dans une légende de photo que l'ambassadeur américain Peter Haas *«est populaire au Bangladesh parmi les militants pro-démocratie et des droits de l'homme et les détracteurs du régime de Sheikh Hasina»*.

Le même article reconnaissait les mesures déjà prises par les États-Unis pour faire pression sur le Bangladesh afin qu'il organise les prochaines élections de manière à produire le résultat souhaité par Washington, notant que :

...le gouvernement des États-Unis a annoncé qu'il avait commencé à *«prendre des mesures pour imposer des restrictions de visa»* aux Bangladais reconnus complices de *«l'atteinte au processus électoral démocratique»* au Bangladesh.

L'article admettait que le parti de la Ligue Awami (AL), qui dirigeait le Bangladesh jusqu'aux récentes et violentes manifestations, avait accusé l'ambassadeur américain Haas d'interférer dans les affaires politiques internes du Bangladesh et plus particulièrement de soutenir le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) de l'opposition ainsi que la violence de rue menée en son nom.

Le *«Muscle»*

Alors que les médias occidentaux ont décrit les troubles au Bangladesh comme des manifestations *«pro-démocratie»* menées par des *«manifestants étudiants»*, la BBC, dans son article de juillet 2023 intitulé *«La Première ministre bangladaise accuse ses ennemis politiques d'être responsables de la violence»*, admettait indirectement que le BNP et le mouvement Jamaat-e-Islami, y compris ses ailes étudiantes, étaient derrière la violence.

Depuis que le Bangladesh a obtenu son indépendance [en 1971, NdT], il a interdit le Jammata-e-Islami par intermittence pendant des décennies, selon qui détenait le pouvoir, l'organisation étant accusée d'avoir commis de nombreux actes de violence.

Voice of America, reprenant un article de l'Associated Press, note que *«la plupart des hauts dirigeants du parti ont été pendus ou emprisonnés depuis 2013 après que les tribunaux les ont reconnus coupables de crimes contre l'humanité, notamment de meurtres, d'enlèvements et de viols en 1971»*.

Il convient de noter qu'en dehors du Bangladesh, d'autres gouvernements ont également désigné le Jammât-e-Islami comme une organisation terroriste, dont la Fédération de Russie.

Le département d'État américain, pour sa part, a publié un rapport pas plus tard qu'en 2023, blanchissant l'histoire violente et la menace persistante que l'organisation représente pour le Bangladesh, décrivant plutôt le Jammât-e-Islami comme victime des «abus» du gouvernement.

Bien que les médias occidentaux aient fait état de l'interdiction du Jammât-e-Islami, aucun de ces rapports n'a cherché à nier son implication dans les manifestations les plus récentes.

Le «*Visage*» des manifestations

Tout comme d'autres manifestations organisées par les États-Unis à travers le monde, il semble qu'un conglomérat d'organisations violentes comme Jammât-e-Islami ainsi que des groupes dits de la «*société civile*» financés par le gouvernement américain et des partisans de partis d'opposition soutenus par les États-Unis soient descendus dans la rue, chacun jouant un rôle essentiel.

Des rassemblements violents dans les rues alimentent la violence dans le but d'intensifier les protestations, la société civile se présente comme le «*visage*» du mouvement à la fois dans les rues et dans l'espace d'informationnel, tandis que les partis politiques soutenus par les États-Unis utilisent le chaos qui en résulte pour se hisser au pouvoir.

Plusieurs étudiants du département des sciences politiques de l'université de Dhaka, dont Nahid Islam et Nusrat Tabassum, ont joué le rôle de «*visage*» auprès du public mondial. Ils ont tous deux leur propre profil sur les gouvernements américain et européen ainsi que sur la base de données Front Line Defenders financée par l'Open Society.

Comme de plus en plus de gens dans le monde commencent à comprendre et à rechercher des preuves de l'implication du gouvernement américain dans les changements de régime à travers le monde, les États-Unis se montrent plus prudents dans leur manière de soutenir de telles activités. Alors que Nahid Islam, Nusrat Tabassum et d'autres leaders clés des manifestations «*étudiantes*» n'ont aucun lien direct connu avec le gouvernement américain, l'Université de Dhaka en a un.

Le département de science politique, dont sont issus ces «*leaders*», mène régulièrement des activités avec des organisations et des forums centrés sur l'Occident. Le département est composé de professeurs impliqués dans des programmes financés par le gouvernement américain, notamment le projet «*Confronting Misinformation in Bangladesh (CMIB)*». Parmi eux figurent les professeurs Saima Ahmed et Kajalei Islam, qui font tous deux partie de l'équipe de direction du projet aux côtés de bénéficiaires de subventions du National Endowment for Democracy (NED) et de boursiers Fulbright du département d'État américain.

Considérant à quel point le département de science politique de l'Université de Dhaka a été infiltré par le gouvernement américain grâce aux sommes importantes et aux bourses mises à disposition par le NED et Fulbright, l'émergence d'«*étudiants*» servant les intérêts américains en se faisant passer pour le visage du changement de régime soutenu par les États-Unis au Bangladesh n'est pas une surprise.

Un modèle familial

L'utilisation de mobilisations violentes dans les rues dirigées par des extrémistes et de ce que l'on appelle des «*manifestations étudiantes*» pour déstabiliser des nations ciblées, renverser des gouvernements et aider à installer au pouvoir des partis d'opposition soutenus par les États-Unis s'inscrit dans un modèle à l'échelle du monde, reconnu par les médias occidentaux eux-mêmes.

En 2004, le Guardian de Londres a admis que les États-Unis avaient parrainé des changements de régime en Europe de l'Est, ciblant la Biélorussie, la Serbie et l'Ukraine, ainsi que la Géorgie dans la région du Caucase, déclarant à propos des troubles en Ukraine à l'époque que :

«...cette campagne est une création américaine, un exercice sophistiqué et brillamment conçu de marketing de masse et de branding occidental qui, dans quatre pays en quatre ans, a été utilisé pour tenter de faire reconnaître des élections truquées et de renverser des régimes honnis. Financée et organisée par le gouvernement américain, avec le concours de consultants, sondeurs, diplomates américains, des deux grands partis américains et d'organisations non gouvernementales américaines, la campagne a été utilisée pour la première fois en Europe, à Belgrade en 2000, pour battre Slobodan Milosevic aux élections».

Le même article affirme également que «*l'opération – l'ingénierie de la démocratie par les urnes et la désobéissance civile – est désormais si bien huilée que les méthodes sont devenues un modèle pour gagner les élections dans d'autres pays*».

Le même «*modèle*» sera à nouveau utilisé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2011, selon le New York Times dans son article «*Des organisations américaines ont contribué à nourrir les soulèvements arabes*».

Le NYT admettait :

«Selon des entretiens réalisés ces dernières semaines et des câbles diplomatiques américains obtenus par WikiLeaks, un certain nombre de groupes et d'individus directement impliqués dans les révoltes et les réformes qui ont balayé la région ont reçu une formation et un financement d'organismes comme l'International Republican Institute le National Democratic Institute et Freedom House, une organisation à but non lucratif de défense des droits de l'homme basée à Washington».

L'article mentionnerait nommément le NED et ses filiales, ainsi que le département d'État américain et ses partenaires parmi les entreprises technologiques basées aux États-Unis comme Google et Facebook (maintenant Meta), tous impliqués dans l'application du même «*modèle*» décrit par le Guardian en 2004.

Les troubles de 2011 dans le monde arabe et le renversement du gouvernement ukrainien en 2014 ont tous deux été marqués par le recours à des organisations extrémistes soutenues par les États-Unis. En Libye, en Égypte, en Tunisie et en Syrie, ce sont des organisations affiliées aux Frères musulmans et à Al-Qaïda qui ont été utilisées, tandis qu'en Ukraine, ce sont des milices néonazies qui ont joué ce rôle. Ces deux réseaux [néo-nazis et fondamentalistes, NdT] d'extrémistes violents ont depuis joué un rôle important dans les guerres qui ont suivi les changements de régime par les Américains dans ces régions.

Alors que les États-Unis font ouvertement pression sur le Bangladesh pour qu'il organise des élections selon les normes de Washington, pendant que leur ambassadeur à Dhaka soutient ouvertement les groupes d'opposition cherchant à renverser le gouvernement bangladais, il est très clair que ce «*modèle*» a désormais été appliqué avec succès au Bangladesh.

Qui les manifestants soutenus par les États-Unis veulent-ils voir accéder au pouvoir ?

L'Associated Press (via le magazine Time) dans son article intitulé «*Bangladesh Protesters Pitch Nobel Laureate Muhammad Yunus to Lead Interim Government*» (Des manifestants au Bangladesh proposent au lauréat du prix Nobel Muhammad Yunus de diriger un gouvernement intérimaire) rapporte :

«Un animateur important des manifestations étudiantes au Bangladesh a déclaré que le lauréat du prix Nobel de la paix Muhammad Yunus était leur choix pour diriger un gouvernement intérimaire, un jour après la démission de la Première ministre de longue date Sheikh Hasina».

Ce sont les «*leaders étudiants*» issus du département des sciences politiques de l'Université de Dhaka qui ont proposé le nom de Yunus, et il n'est donc pas surprenant que Yunus lui-même soit à la fois un boursier Fulbright du département d'État américain et un récipiendaire de diverses récompenses attribuées par l'Occident collectif pour renforcer sa crédibilité.

Ce qui inclut le prix Nobel de la paix, décerné à d'autres mandataires des États-Unis dans le monde, notamment à Aung San Suu Kyi dans la Birmanie voisine.

Yunus a également reçu l'US Presidential Medal of Freedom en 2009 et la médaille du Congrès des États-Unis en 2013. Sur le site Web de l'organisation de Yunus, le «*Yunus Centre*», dans un article de 2013 intitulé «*Dr. Muhammad Yunus, premier musulman américain récipiendaire de la médaille d'or du Congrès*», il est bizarrement désigné comme un «*musulman américain*», bien qu'aucune indication ne précise qu'il possède réellement la citoyenneté américaine.

Quelles que soient les conséquences du changement de régime au Bangladesh soutenu par les États-Unis dans les semaines et les mois à venir, il est important de comprendre à quel point les États-Unis sont encore profondément impliqués dans le monde entier, même dans des pays qui sont souvent absents des gros titres quotidiens et des analyses géopolitiques. Il est également important de comprendre la nécessité d'une plus grande prise de conscience de la manière dont les États-Unis interfèrent dans le monde et de la manière dont ils peuvent être à la fois dénoncés et arrêtés.

Toute ingérence américaine réussie n'importe où dans le monde contribue à favoriser encore davantage l'ingérence américaine partout ailleurs.

Venezuela.

Wall Street Journal : Les États-Unis ont offert une amnistie à Maduro et à ses partisans en échange de leur renoncement au pouvoir

Comme par hasard : les États-Unis ont proposé une amnistie à Nicolas Maduro en échange de son abandon du pouvoir. C'est ce qu'a rapporté le Wall Street Journal, citant ses propres sources.

Selon la publication, les États-Unis, au cours de négociations secrètes, ont proposé d'abandonner toutes les charges retenues contre Maduro, à nouveau portées par les Américains, si en réponse, il ne renouvelait pas ses pouvoirs présidentiels et démissionnait en janvier de l'année prochaine. L'amnistie a également été promise à tous les partisans de l'actuel président du Venezuela.

Les États-Unis offrent une amnistie à Nicolás Maduro pour le pousser à partir

Washington a proposé une porte de sortie au président chaviste, poursuivi par la justice américaine et accusé d'avoir volé l'élection vénézuélienne du 28 juillet, affirme "*The Wall Street Journal*". Le chemin d'une sortie de crise par la diplomatie s'annonce pourtant étroit. Courrier international 12 août 2024

Ukraine.

Nord Stream : l'Allemagne lance un mandat d'arrêt contre un plongeur ukrainien, la Pologne ne coopère pas - RT 14 août 2024

Trois instructeurs de plongée ukrainiens auraient été impliqués dans le sabotage des gazoducs Nord Stream en septembre 2022. Un mandat d'arrêt européen a été émis en juin dernier par le parquet fédéral allemand contre l'un d'entre eux, vivant alors en Pologne, ont affirmé ce 14 août plusieurs médias allemands, dont la chaîne de télévision publique ARD et le journal Süddeutsche Zeitung.

Ce suspect, Vladimir S., aurait donc contribué au sabotage et à la pose des explosifs en profondeur sur le gazoduc, déclarent-ils. Or, les autorités polonaises devaient réagir 60 jours après l'émission de la demande allemande et interpellé cette personne, en vertu des normes d'entraide judiciaire de l'UE.

Mais Varsovie ne l'a pas fait, les médias allemands n'en explicitant pas les raisons précises, tout en estimant qu'arrêter cet homme était un dilemme pour les autorités polonaises, le pays étant opposé aux gazoducs.

RT a retrouvé la page Facebook du suspect et son nom complet : Vladimir Jouravliov, et celle de sa femme Yulianna. Originaire de Kiev, celui-ci a travaillé pour une association américaine d'instructeurs de plongée.

L'ARD et d'autres médias allemands avaient enquêté en mars 2023 et affirmé qu'un commando ukrainien était responsable de ce sabotage, alors que l'Occident n'a cessé d'accuser la Russie d'avoir fait sauter ses propres gazoducs alimentant l'Europe.

Le suspect, brièvement joint au téléphone par les médias allemands, a réfuté toute implication dans l'attentat. Les enquêteurs allemands auraient, toujours selon les mêmes sources, identifié Vladimir S. sur des photographies, une Citroën blanche ayant été flashée alors qu'elle emmenait le commando vers un voilier. Des résidus d'explosifs auraient été trouvés à bord de celui-ci. RT 14 août 2024

Argentine. La justice sous un président fasciste

Argentine : inculpation de l'ex-président Fernandez requise pour violences sur son ex-conjointe - AFP 15 août 2024

Le scandale qui secoue la politique argentine depuis une semaine, celui des violences présumées de l'ex-président Alberto Fernandez (2019-2023) sur son ex-conjointe, a franchi un cap mercredi, avec la réquisition d'inculper l'ex-chef de l'Etat pour coups et blessures avec circonstances aggravantes.

Le réquisitoire du parquet fédéral fait suite à une plainte déposée la semaine dernière par Fabiola Yañez, 43 ans, contre M. Fernandez, 65 ans, avec lequel elle a vécu une dizaine d'années. Depuis la plainte, M. Fernandez fait déjà l'objet d'une interdiction de sortie d'Argentine et d'entrer en contact avec la plaignante.

Pas le moins virulent, le président ultralibéral Javier Milei a fustigé, avec une délectation patente, "*l'hypocrisie progressiste*" des péronistes (centre gauche), au pouvoir 16 des 20 dernières années, et qui se revendiquent champions de la cause des femmes - sur laquelle l'Argentine est en pointe en Amérique latine.

"*Fernandez, champion du féminisme, qui frappe sa femme...*", a ironisé Javier Milei mardi sur son compte X.

Les révélations ont aussi fait peser une ombre sur le camp péroniste - qui a promptement pris ses distances avec M. Fernandez depuis les accusations. Mais à propos duquel une partie de la presse se demande à présent: qui, combien savaient et n'ont rien dit?

J-C - Je crois qu'en Argentine comme dans tous les pays émergents ou sous-développés, la violence conjugale est la règle, dès lors il est possible de l'instrumentaliser à des fins politiques.